

Les Grignois défendent leur école publique

C'est à l'appel d'un collectif d'enseignants, de parents d'élèves et d'élus de Grigny que plus de 200 personnes s'étaient retrouvées le 8 décembre au Centre culturel Sidney-Bechet pour s'informer des menaces qui pèsent sur l'école et construire ensemble une riposte à la hauteur des enjeux. Des initiatives sont également prises dans d'autres communes.



Centre culturel Sidney-Bechet lundi 8 décembre : salle comble pour la défense de l'école publique.

LE MAIRE, Claude Vazquez, a introduit la rencontre en rappelant que le projet de budget de l'Etat pour 2009 prévoit de nouvelles réductions massives de postes d'enseignants, il a déclaré : « Alors que le Gouvernement a su mettre 360 milliards d'euros à disposition des banques qui ont spéculé, nous refusons une politique qui réduit gravement les moyens de l'école publique dont nos enfants ont tant besoin ».

Puis, tour à tour, les initiateurs de cette rencontre ont détaillé les mesures en cours : la remise en cause de l'école maternelle pourtant essentielle pour la socialisation des enfants et leur préparation à l'entrée en élémentaire. L'utilité des Réseaux d'Aide aux Elèves en Difficulté (RASED) a été détaillée dans le menu par les enseignants spécialisés. Utilité tant du point de vue pédagogique (apprentissage de la lecture, de l'écriture et des mathématiques) que pour les problèmes de comportement. Le danger d'une école à deux vitesses a également été évoqué tout comme l'affaiblissement de la formation des maîtres. Il était également question des difficultés rencontrées par la mise en place de l'aide spécialisée et la suppression de l'école le samedi matin. Enfin, Jean Gil le Poulain, adjoint à l'éducation a démontré le caractère dangereux et inapplicable du Service Minimum d'Accueil (SMA). Danger de ne plus avoir de professionnels formés pour encadrer les enfants, plus de limitation du nombre d'enfants par encadrant (ce qui pose des problèmes de sécurité). Il y a aussi le risque que cet accueil minimum s'applique en dehors des jours de grève et que l'Education Nationale demande à la mairie de remplacer les maîtres en congé maladie ! Au final l'APPEL (voir ci-contre) intitulé « Nos enfants ont besoin de nous, défendons notre école publique » a été soumis au vote et adopté à l'unanimité. Des propositions d'action ont été lancées comme la participation à l'action du 10 décembre à l'Agora d'Evry, l'envoi de courriers de protestation et de mails au Ministère de l'Éducation nationale, l'interpellation du Préfet représentant l'Etat sur le département. A la fin de cette soirée, c'est un sentiment de combativité qui régnait et de nombreux participants se sont inscrits pour rejoindre le collectif de cette campagne pour la défense de l'école.

APPEL

Nos enfants ont besoin de nous, défendons notre école publique !

Nous, parents, enseignants, élus de Grigny, réunis ce lundi 8 décembre, sommes rassemblés pour dénoncer des mesures gouvernementales aux conséquences dramatiques pour les élèves de notre école publique :

- Les 11500 postes d'enseignants supprimés en 2008 ;
- Les menaces qui pèsent sur l'école maternelle ;
- La suppression des Réseaux d'Aide Spécialisée pour les Elèves en Difficulté (RASED) ;
- Le dispositif gouvernemental : Service Minimum d'Accueil ;
- L'affaiblissement de la formation des maîtres ;
- Les bouleversements des programmes du collège ;
- Les difficultés liées au dispositif d'aide personnalisée ;

Toutes ces mesures remettent gravement en cause notre école de la République. Nous avons au contraire besoin de construire un grand service public de l'éducation, laïc, gratuit, adapté aux besoins des élèves, favorisant la réussite scolaire et l'accès aux savoirs pour tous.

Pour toutes ces raisons, nous nous engageons à agir et résister pour pointer et avertir des conséquences de telles mesures et promouvoir l'école de la réussite pour tous.

Nous appelons les habitants de Grigny à participer à ces mobilisations.

L'assemblée des Parents, des Enseignants et des Elus, réunie le 8 décembre à Grigny

Témoignages

Julie Riom, enseignante de CP depuis quatre ans à l'école élémentaire Langevin-Perrin.

« L'école primaire n'est pas une garderie mais bien un lieu de transmission des savoirs et des apprentissages. Il est donc impensable pour les équipes pédagogiques d'imaginer être remplacées, de surcroît quand elles se mobilisent pour défendre les valeurs de l'école de la République, par des non-enseignants. A cet égard, le service minimum d'accueil remet en question le remplacement des enseignants en cas d'arrêt maladie par exemple. (...) »

La volonté de substituer des pseudos jardins d'éveil privés à l'école maternelle publique procède du même mépris du rôle essentiel qu'accomplissent les maîtres dans le développement des jeunes enfants. L'école maternelle est le seul garant de l'égalité des chances pour tous et un outil de cohésion sociale irremplaçable. »

Tatiana Diawara, parent d'élève depuis quatre ans à l'école élémentaire Dulcie-September et mère de deux enfants de 2 et 6 ans.

« Je suis indignée. Les mesures gouvernementales qui menacent actuellement l'école, parce qu'elles sont apparemment motivées par des besoins d'économie, alors qu'on réussit dans le même temps à mobiliser des centaines de milliards d'euros pour des banques, sont pour moi un signe de recul de notre société. En tant que mère d'un enfant de six ans qui a eu la chance de fréquenter une école maternelle dès l'âge de trois ans, je sais toute l'importance des savoirs dispensés par des maîtres qualifiés. Et je suis inquiète pour ma fille de deux ans qui n'aura peut être pas cette chance. »

Odile Vallée, aide pédagogique au sein du Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté (RASED) de l'école Gérard-Philippe.

« Créés en 1990, les RASED sont une spécificité française dans le traitement de l'échec scolaire en ce qu'ils permettent une analyse conjointe par différents professionnels (maître d'adaptation, rééducateur et psychologue scolaire) de chaque cas d'élève en décrochage. »

En renvoyant aujourd'hui une partie de ces enseignants spécialisés dans l'approche comportementale de l'échec scolaire devant des classes et en remplaçant les RASED par une aide personnalisée qui ne s'adresse qu'aux enfants ayant des difficultés ponctuelles, on ne répond plus aux besoins des élèves en grande difficulté. L'école de la République peut elle prendre le risque de les laisser à l'écart de tout épanouissement scolaire ? »

Ils ont dit :

« Nous refusons de pallier la disparition des enseignants spécialisés (RASED). On n'est pas formés pour cela. Ça me révolte ! ».

Une enseignante qui effectue le soutien scolaire pendant les heures du midi

« Ce n'est pas aux collectivités à pallier aux déficits de l'école publique ».

Une maman

« On nous dit que 30 % des élèves arrivent en 6^e sans savoir lire, qu'est-ce que ça va être si on supprime des postes, des rased et qu'on remette en cause la maternelle ! ».

Un parent d'élève

« Il faut se mobiliser avec toutes les villes qui entrent en action comme Athis-Mons, Morsang, Savigny, Milly la Forêt, Morangis, Longjumeau... Il y a 300 Rased en Essonne en 2008, l'an prochain il n'y en aura plus que 200, si on laisse faire ».

Le Président départemental de la FCPE

« Il y a 7 ans, tous les élèves de Grigny bénéficiaient d'une visite médicale, aujourd'hui je ne suis pas sûr qu'il y en ait 50 % qui soient vus par un médecin scolaire ».

Une intervenante

« Le pourcentage du budget de l'Éducation nationale dans la part de la richesse produite en France n'a pas évolué depuis 50 ans ».

Un habitant

« On veut que l'école, comme la santé rentrent dans le secteur marchand, c'est inadmissible ! »

Un habitant

MESURES GRAVES :

500 postes d'enseignants pour 2009 (11 500 ont

2009 de 3 000 postes d'enseignants spécialisés

s élèves en difficulté.

ns de maternelle et leur remplacement par des « jar-

ts.

mum d'Accueil (SMA) obligeant les maires (sous peine

onnels de mairie, des retraités ou des parents pour

reuve et même au-delà en cas d'absence et sans limita-

ncadrant.

coles de formation des maîtres (IUFM). Les nouveaux

s avec des diplômes d'enseignement supérieur mais

écifique.